

Au Burundi, la rébellion décapitée

La Croix, 23/10/2017 Les chefs des Forces populaires du Burundi (FPB) ont été arrêtés samedi 21 octobre en Tanzanie. Ils dirigeaient le principal mouvement armé opposé au président burundais. Si la nouvelle devait être confirmée, elle s'annonce très mauvaise pour les Forces populaires du Burundi (FPB), la principale rébellion qui s'oppose au troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, l'homme fort de ce petit pays des Grands lacs qui se maintient au pouvoir par la force et dont le régime viole massivement les droits de l'homme.

Le 21 octobre à Ngara (Tanzanie), quatre cadres des FPB, dont les numéros 1 et 2, Juvénal Ntiranyibagira et Edward Nshimirimana, ont été arrêtés par les forces de l'ordre de Tanzanie et du Burundi, indique un communiqué FPB rendu public lundi 23 octobre. Ils ont été irrégulièrement extradés le 22 octobre vers le Burundi, où leurs vies sont en danger, poursuit le communiqué, sans donner de détails sur les circonstances de ces arrestations. Les ex-Forebu Les FPB sont le nouveau nom des Forces républicaines du Burundi (Forebu). Elles sont composées essentiellement de soldats et de policiers ayant déserté les forces armées du Burundi à partir du mois d'avril 2015 au coup de force politique du président Pierre Nkurunziza et de la répression à l'égard de qui elles l'ont accompagnée. Les Forces ont fondé le 23 décembre 2015 par un lieutenant-colonel en charge des transmissions à l'époque, Edouard Nshimirimana, a changé de nom et d'organigramme, le 27 août 2017. Jusqu'à leur arrestation, samedi 21 octobre, elles étaient commandées par le général Juvénal Ntiranyibagira et par le colonel Edouard Nshimirimana, devenu le numéro 1 de la rébellion. Une force installée en RD-Congo L'ONU estime ses effectifs à plusieurs centaines d'hommes. Cette rébellion est implantée dans l'est de la RD-Congo, dans les territoires d'Uvira et de Fizi, juste en face du Burundi. C'est aussi une région où l'on trouve le Red Tabara, une autre rébellion burundaise. Un rapprochement entre les deux mouvements a souvent été annoncé sans jamais être confirmé. On leur attribue des attentats à la grenade et des assassinats ciblés à Bujumbura et dans tout le pays. Pour l'instant, ils n'ont jamais vraiment eu, encore, les moyens de renverser Pierre Nkurunziza. Bujumbura accuse le Rwanda d'aider et d'équiper ces rebelles. L'Union européenne renouvelle ses sanctions Le 23 octobre 2017, l'Union européenne a renouvelé jusqu'au 31 octobre 2018 les mesures restrictives prises contre le Burundi. Elle interdit son territoire et gèle les avoirs de quatre dignitaires du régime: le directeur général adjoint de la police, Godefroid Bizimana, le chef de cabinet de la présidence, Gervais Ndirakobuca (alias Ndakugarika), l'agent du service national de renseignement Mathias/Joseph Niyonzima (alias Kazungu), et le chargé de mission à la présidence, Léonard Ngendakumana. Laurent Larcher

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});